CCI ÎLES DE GUADELOUPE

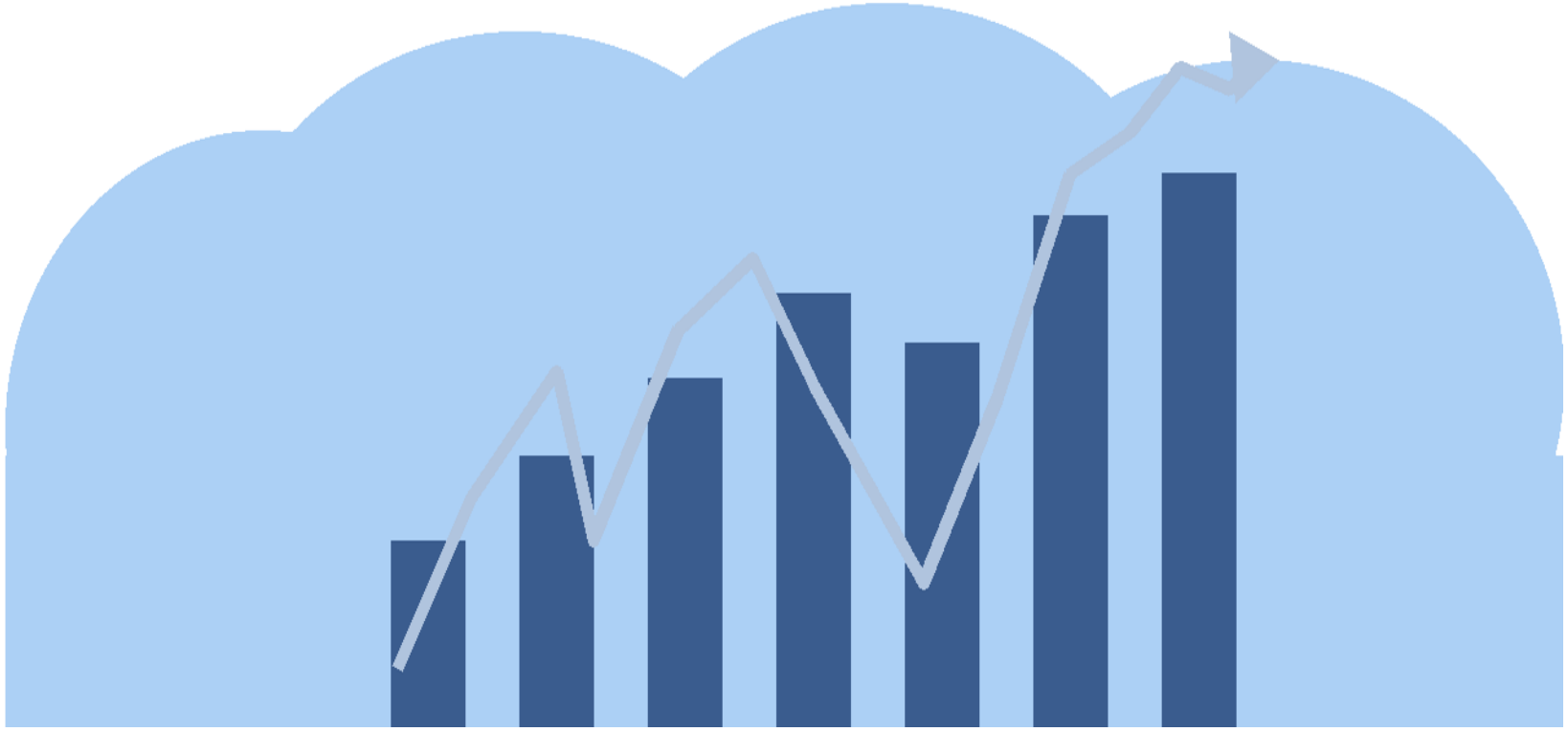
1er ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL DE LA GUADELOUPE

2ème TRIMESTRE 2026

Octobre 2026



LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL DE LA GUADELOUPE
QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le Tableau de bord conjoncturel de la Guadeloupe a pour vocation de fournir une lecture synthétique et trimestrielle de la situation économique locale.

Construit à partir d'indicateurs-clés, il permet de suivre l'évolution des principales variables économiques (activité, emploi, consommation, prix, etc.) afin d'identifier les tendances à court et moyen terme.

Ce document constitue un outil d'aide à la décision pour les acteurs économiques, les institutions et les collectivités, en offrant une vision actualisée et objective de la dynamique territoriale. Il s'inscrit dans une démarche de veille économique et de diffusion de l'information pour mieux anticiper les enjeux du développement local.

Evolution des principaux indicateurs économiques

2026-T1 ➡ 2026-T2

- Dynamique entrepreneuriale : +5,7 %
- Indice du climat des affaires : -2,9 points
- Recouvrement des cotisations : -1,6 point
- Défaillances d'entreprise : +10,1 %
- Demandeurs d'emploi : +1,9 %
- Taux de chômage : +1,2 point
- Nombre d'heures rémunérées : -1,9 point sur un an
- Taux d'occupation hôtelier : +0,8 point sur un an
- Trafic aérien : -4,7 % sur un an
- Indice des prix à la consommation : +1,3 point
- Carburants :
  - +16 % pour le sans plomb
  - +28 % pour le gazole
- Construction de locaux :
  - Locaux commencés : +30,1 %
  - Locaux autorisés : +13,2 %
- Construction de logements :
  - Logements commencés :+4 %
  - Logements autorisés : +8,4 %
- Taux des crédits à l'investissement :
  - Equipement : +0,4 point
  - Immobilier : -0,7 point
- Taux des crédits de trésorerie :
  - Découverts : -2,6 points
  - Crédits échéancés : +0,1 point
- Ventes de ciment : -2,1 %

Glossaire

Dynamique entrepreneuriale : Evolution des créations d'établissements diminuée des radiations.
Indice du climat des affaires : Indicateur synthétique produit par l'IEDOM mesurant le ressenti des chefs d'entreprise sur la conjoncture.
Cotisations sociales : Montants versés par les employeurs et les salariés pour financer la protection sociale.
Défaillances d'entreprise : Une entreprise est en défaillance si une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire a été ouverte à son encontre pour cessation de paiements.
Demandeurs d'emploi catégorie A : Inscrits sans emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.
Taux de chômage (BIT) : Rapport entre le nombre de chômeur et le nombre d'actifs.
Taux de chômage « lissé » : Taux dont les variations de court terme sont atténuées afin de mieux faire ressortir la tendance générale du chômage.
Heures rémunérées : Indicateur permettant d'apprécier l'évolution de l'activité économique. Il correspond à l'ensemble de heures travaillées et des heures non travaillées, mais rémunérées par l'employeur, notamment pendant les congés payés.
Taux d'occupation hôtelier : Part des chambres d'hôtel occupées sur l'ensemble des chambres disponibles.
Construction de locaux ou de logements commencés : Nombre de m^2 ou de projets de construction effectivement entamés sur une période donnée.
Construction de locaux ou de logements autorisés : Nombre de m^2 ou de projets de construction ayant reçu un permis de construire sur une période donnée.
Crédit à l'équipement : Prêt bancaire destiné à financer l'achat de biens durables nécessaires à l'activité d'une entreprise (véhicules, machines, etc.).
Crédit à l'investissement : Financement bancaire mobilisé pour des projets de développement, de modernisation ou d'extension.
Crédit de trésorerie : Prêt à court terme visant à couvrir les besoins de liquidités d'une entreprise.
Crédit de trésorerie échéancé : Crédit de trésorerie dont le remboursement est étalé sur moins d'un an.
Indice des prix à la consommation : L'indice des prix à la consommation (IPC) mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.
Données CVS : Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier afin d'éliminer les fluctuations périodiques et de mieux faire ressortir les tendances significatives de la série.

2ème trimestre 2026 : L'activité économique guadeloupéenne continue de se dégrader

Le **nombre d'heures rémunérées** poursuit son recul malgré un redressement de la **dynamique entrepreneuriale** et une amélioration du paiement des **cotisations sociales.**

Les **défaillances d'entreprises** repartent à la hausse et le **climat des affaires** se dégrade.

Concernant le marché du travail, le **taux de chômage** et le **nombre de demandeurs d'emploi** inscrits à France Travail en catégorie A progressent par rapport au trimestre précédent.

Le secteur de la construction présente des évolutions contrastées : les **autorisations et les mises en chantier de locaux et de logements** croissent, alors que les **ventes de ciment** poursuivent leur baisse.

Les conditions de financement, quant à elles, se durcissent pour les **crédits à l'équipement** et les **crédits de trésorerie à échéance**, tandis qu'elles s'assouplissent pour les **crédits immobiliers** et les **découverts** ce trimestre.

Par ailleurs, les tensions sur les prix se font également ressentir, avec une progression de **l'indice des prix à la consommation** et une forte hausse des **carburants**, notamment le Gazole.

Enfin, le **taux d'occupation hôtelier** enregistre un léger rebond, tandis que le **trafic aérien** se contracte.

Dynamique entrepreneuriale : Reprise des créations nettes après une légère diminution enregistrée en ce début d'année

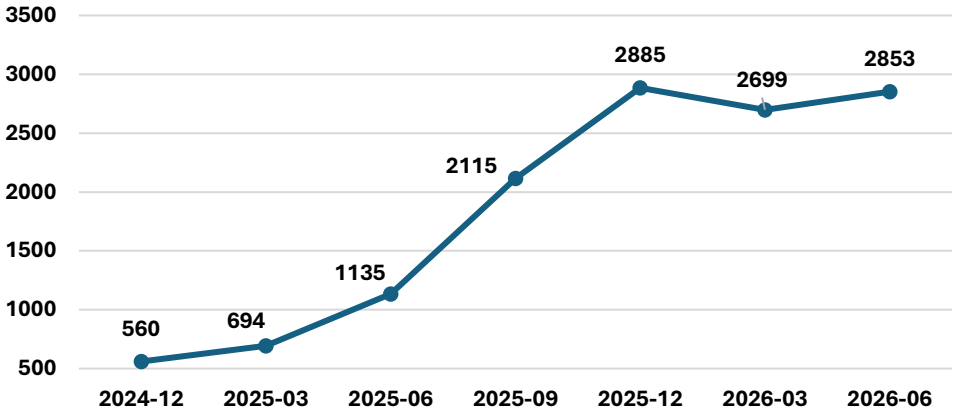


Figure 1 : Evolution sur 12 mois glissants des créations nettes* d'établissements inscrits au Fichier consulaire. *Source : CCI IG*
Créations nettes sur 12 mois glissants = Somme des créations sur les 12 derniers mois - Somme des radiations sur les 12 derniers mois

Fin juin 2026, le nombre de créations nettes d'établissements s'établit à 2 853 contre 2 699 fin mars 2025, soit une augmentation de 5,7 %.

Ce résultat s'explique par les hausses marquées de :

- 15,9 % dans le secteur des finances et assurances ;
- 8,2 % dans le secteur de l'information et communication ;
- 7,8 % dans le secteur de l'industrie.

Sur un an, la dynamique entrepreneuriale affiche également une hausse importante de 151,4 % par rapport à fin juin 2025, période au cours de laquelle on comptait 1 135 créations nettes.

Indice du climat des affaires : En baisse après deux trimestres consécutifs de hausse

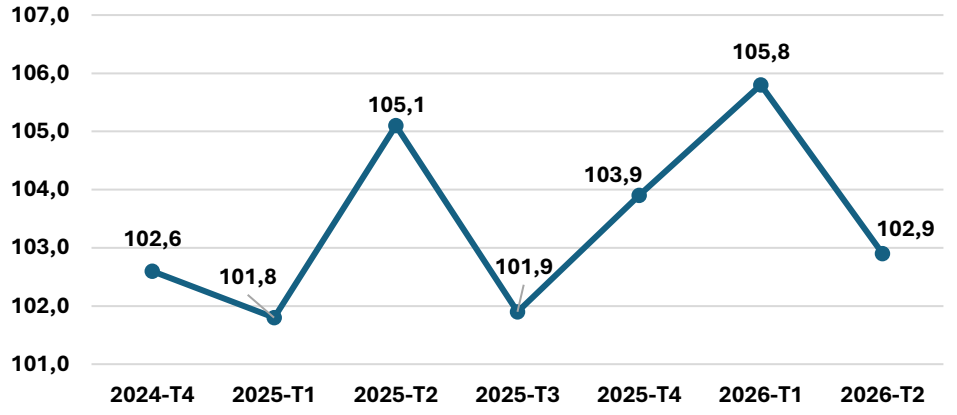


Figure 2 : Evolution trimestrielle de l'Indice du Climat des Affaires (ICA).
Source : IEDOM – Données CVS

Au 2ème trimestre 2026, l'ICA s'élève à 102,9 points, en régression de 2,9 points par rapport au 1er trimestre 2026, lors duquel il était de 105,8 points.

Selon l'IEDOM, cette tendance est due à :

- La dégradation de l'activité économique au cours du trimestre ;
- L'allongement des délais de paiement, engendrant des tensions sur la trésorerie.

Sur un an, l'indicateur affiche également une diminution de 2,2 points, puisqu'il était de 105,1 points au 2ème trimestre 2025.

Nombre d'heures rémunérées: Une tendance baissière qui se confirme ce trimestre

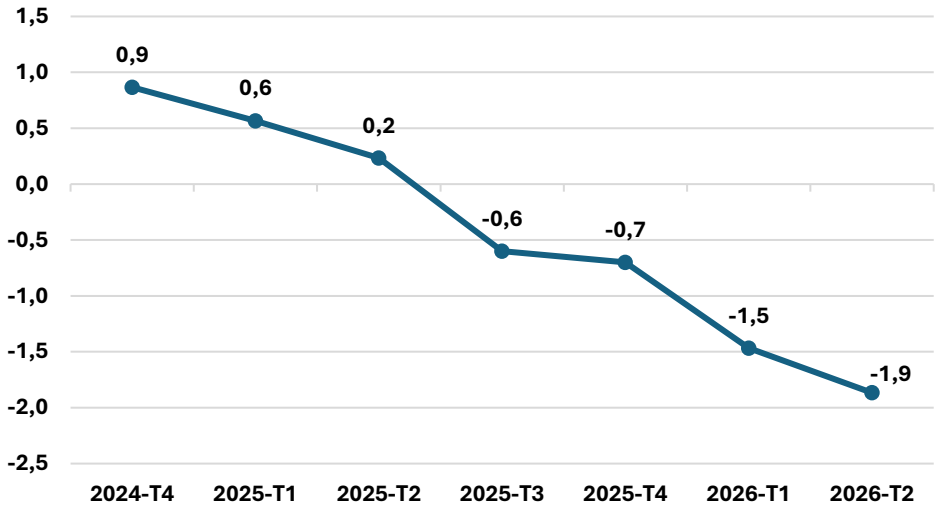


Figure 3 : Evolution des heures rémunérées en % par rapport au même mois de l'année précédente.
Source : INSEE – Données CVS

Au 2ème trimestre 2026, le nombre d'heures rémunérées recule de 0,4 point par rapport au 1er trimestre 2026, passant de -1,5 % à -1,9 %. Ceci confirme la dégradation persistante de l'activité économique observée depuis le 4ème trimestre 2024.

Le secteur de la construction demeure le principal contributeur à ce recul, avec une baisse de 9,6 %, suivi des activités scientifiques, en diminution de 2,3 %, de l'hébergement-restauration de 2 % et du commerce de 1,7 %.

Sur un an, le nombre d'heures rémunérées a également diminué de 2,1 points, passant de 0,2 % au 2ème trimestre 2025 à -1,9 % au 2ème trimestre 2026.

Défaillances d'entreprises : Une nette reprise ce trimestre

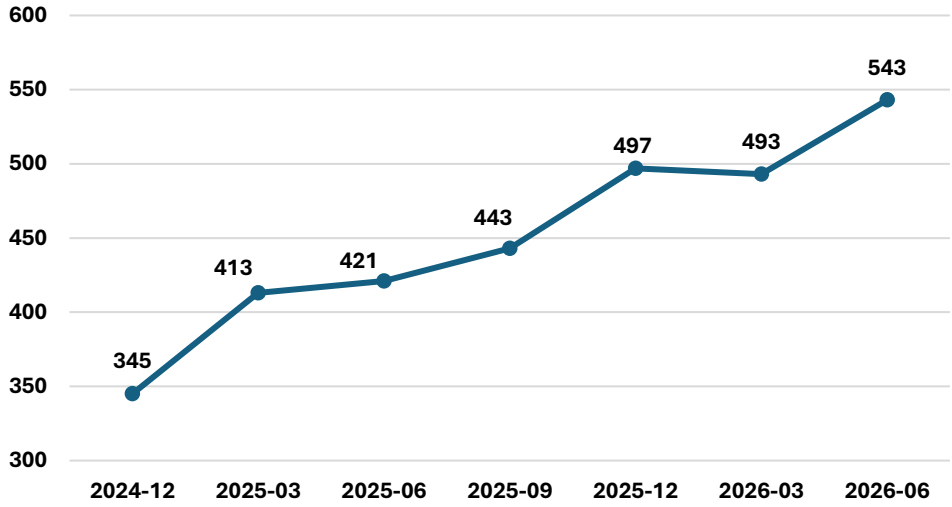


Figure 4 : Evolution sur 12 mois glissants du nombre de défaillances d'entreprises.
Source : INSEE – Données CVS

Fin juin 2026, le nombre de défaillances d'entreprises s'établit à 543 contre 493 à fin mars 2025, soit une hausse de 10,1 %.

La hausse des défaillances pourrait s'expliquer par la dégradation de l'activité économique, les difficultés de trésorerie rencontrées par certaines entreprises et l'allongement des délais de paiement.

Sur un an, les défaillances d'entreprises ont progressé de 29 %.

Les secteurs d'activités les plus impactés sont les secteurs :

- Du conseil et des services aux entreprises ;
- Du commerce et de la réparation automobile ;
- Et de l'industrie.

Taux de chômage : Une hausse importante après un recul net le trimestre dernier

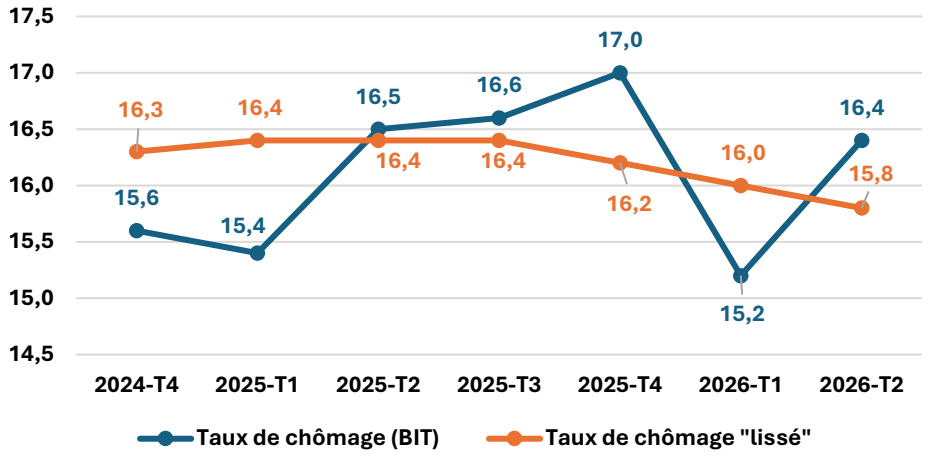


Figure 5 : Evolution trimestrielle du taux de chômage.
Source : INSEE – Données CVS

Au 2ème trimestre 2026, le taux de chômage repart à la hausse pour s'établir à 16,4 %, soit 1,2 point de plus qu'au trimestre précédent.

Cette remontée doit toutefois être interprétée avec prudence, les taux de chômage localisés dans les DOM étant issus d'une enquête par sondage et pouvant ainsi présenter des variations assez fortes à court terme.

La tendance sous-jacente montre, quant à elle, que le taux de chômage lissé poursuit son recul, passant de 16 % à 15,8 % sur le trimestre, soit une baisse de 0,2 point. Cette évolution invite ainsi à relativiser la hausse observée du taux de chômage trimestriel tout en restant vigilant aux évolutions des prochains trimestres.

Sur un an, à l'inverse, le taux de chômage affiche une légère baisse de 0,1 point.

Demandeurs d'emploi catégorie A : Remontée du nombre d'inscrits à France Travail

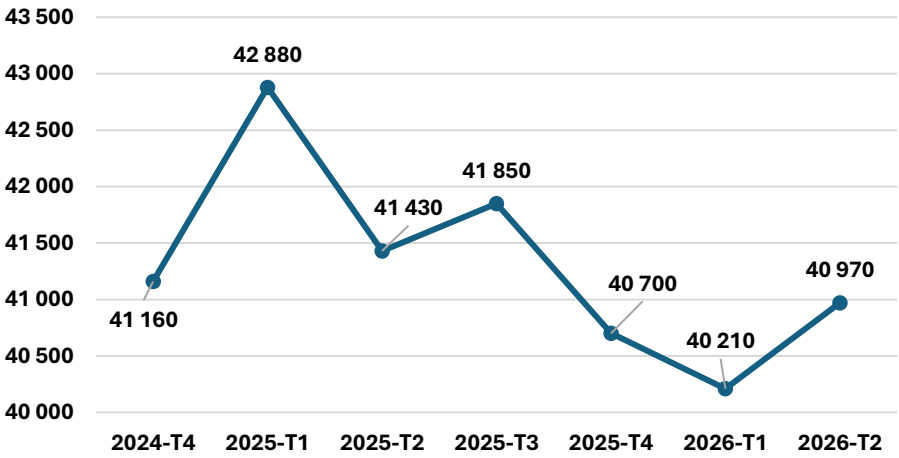


Figure 6 : Evolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi.
Source : INSEE – Données CVS

Au 2ème trimestre 2026, 40 970 demandeurs d'emploi sont inscrits à France Travail en catégorie A, marquant une progression de 1,9 % par rapport au 1er trimestre 2026, avec 40 210 inscrits.

Cette situation s'explique en partie par la hausse :

- De 2,7 % du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A âgés de 25 à 49 ans ;
- De 11,6 % des ruptures conventionnelles.

Sur un an, toutefois, le nombre d'inscrits a diminué de 1,1% puisqu'il s'élevait à 41 430.

Recouvrement des cotisations sociales : En repli après un pic observé lors du trimestre précédent

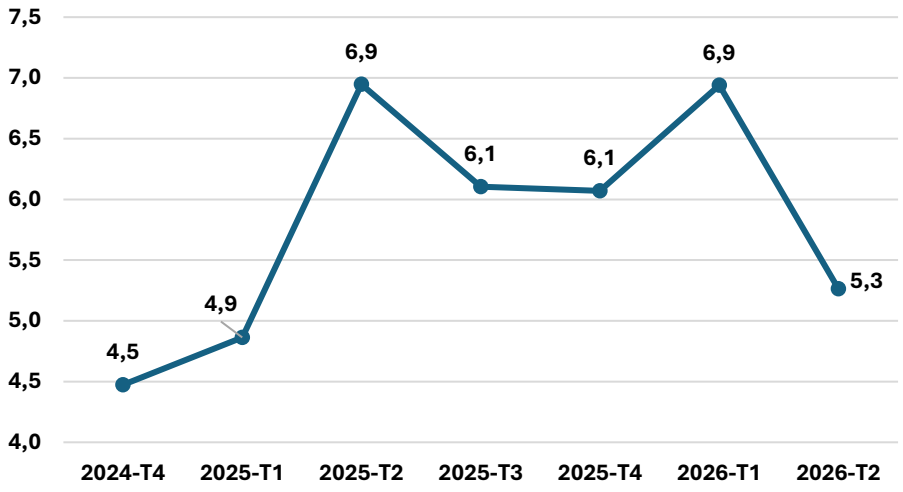


Figure 7 : Evolution trimestrielle du taux d'impayés moyen de cotisation pour les entreprises de 10 salariés ou plus.
Source : URSSAF – Données CVS

Au 2ème trimestre 2026, le taux d'impayés trimestriel moyen atteint 5,3 %, en diminution de 1,6 point par rapport au trimestre précédent.

Le recul observé reflète une amélioration du paiement des cotisations sociales pour les entreprises de 10 salariés ou plus, dans un contexte économique qui demeure pourtant fragile.

Il conviendra d'observer l'évolution de cet indicateur les trimestres suivants afin de déterminer si cette diminution se poursuit.

Sur un an, le taux d'impayés enregistre également une baisse de 1,6 point.

Ventes de ciment : Une baisse qui se poursuit depuis fin mars 2023

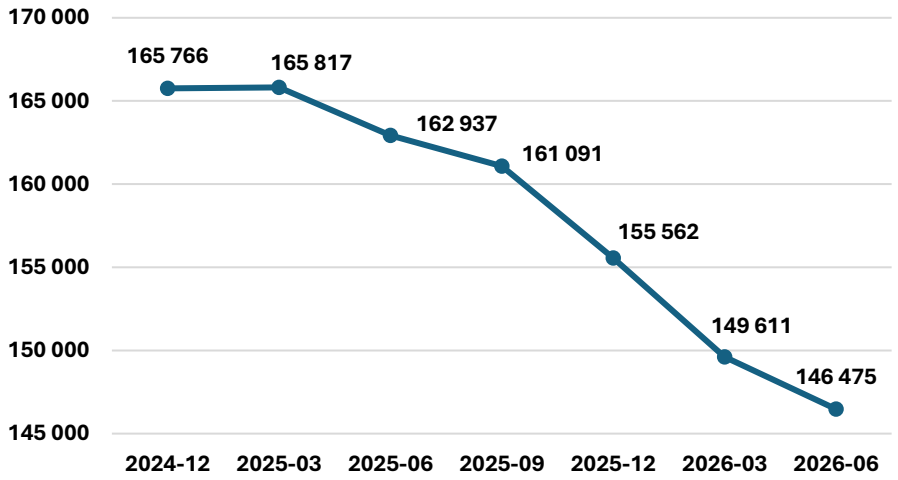


Figure 8 : Evolution sur 12 mois glissants des ventes de ciment
Source : Lafarge Ciments Antilles

Les ventes de ciment poursuivent leur baisse à fin juin 2026, atteignant 146 475 tonnes, soit une contraction de 2,1 % par rapport à fin mars 2026.

Cette tendance résulte de la baisse :

- Du nombre d'heures rémunérées dans la construction de 9,6 % ce trimestre ;
- Du nombre d'emplois salariés dans la construction de 0,3 % sur 3 mois ;
- Des ventes de ciment en vrac de 3,6 % sur 3 mois.

Sur un an, les ventes de ciment ont également baissé de 10,1 %. Elles s'élevaient alors à 162 937 tonnes.

Construction de locaux : Des autorisations et des mises en chantier en augmentation depuis fin décembre 2025

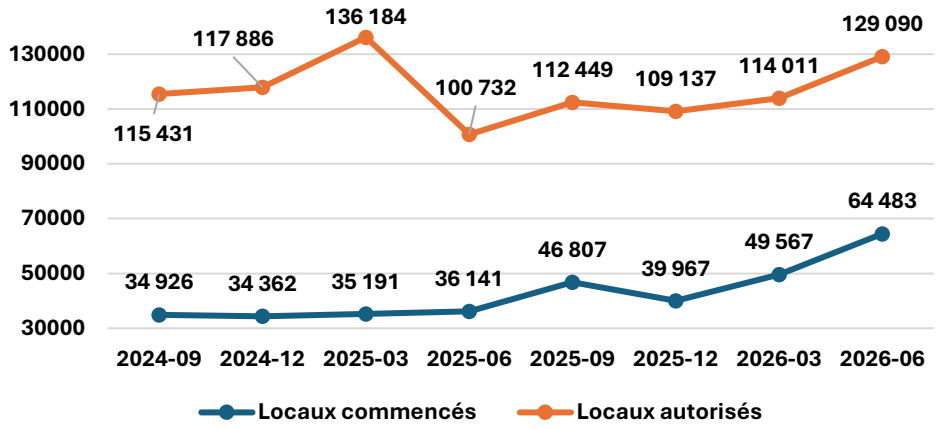


Figure 9 : Evolution sur 12 mois glissants des surfaces de locaux autorisés et commencés.
Source : INSEE – Données CVS

Fin juin 2026, les surfaces de locaux commencés poursuivent leur augmentation pour atteindre 64 484 m², soit une croissance de 30,1 % sur trois mois.

Il y a un an, les surfaces de locaux commencés étaient de 36 141 m², traduisant une augmentation de 78,4 %.

Du côté des autorisations, les surfaces continuent également leur progression pour s'établir à 129 090 m², soit une hausse de 13,2 % comparativement au trimestre précédent.

De plus, sur un an, les surfaces de locaux autorisés ont cru de 28,2 %, puisqu'elles s'élevaient à 100 732 m².

Ce décalage entre les surfaces de locaux autorisés et celles effectivement commencées témoigne des difficultés rencontrées dans la concrétisation de certains projets de construction.

Construction de logements : Des hausses qui se confirment pour les autorisations et les mises en chantier

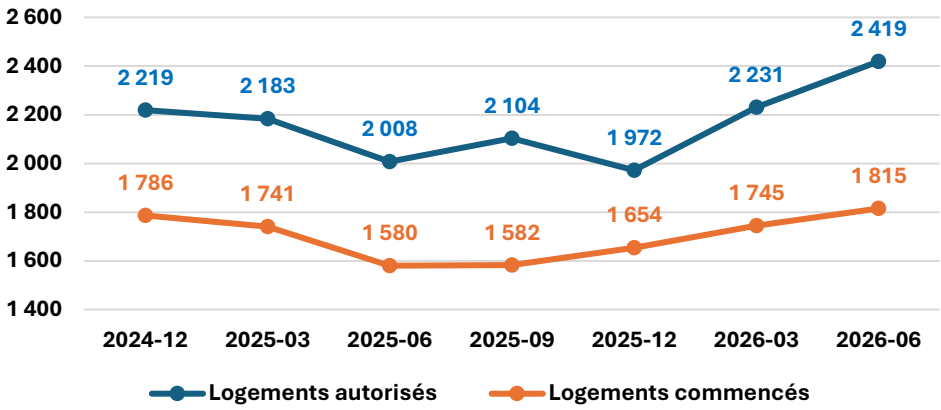


Figure 10 : Evolution sur 12 mois glissants des surfaces de logements autorisés et commencés.
Source : INSEE – Données CVS

Les autorisations de logements progressent de 8,4% par rapport à fin mars 2026, passant de 2 231 unités enregistrées à 2 419. Cette tendance est liée à la hausse des autorisations à la fois dans l'individuel et dans le collectif, respectivement de 9,1 % et 6,6 %.

Sur un an, une hausse nette de 20,5 % est également observée, puisqu'elles s'élevaient à 2 008 unités.

Le nombre de logements commencés, pour leur part, atteint 1 815 unités à fin juin 2026, soit une progression de 4 % par rapport à fin mars 2026. Cette tendance est portée par la hausse des mises en chantier dans le collectif de 9,7 %.

Sur un an, le nombre de logements commencés a augmenté de 14,9 %.

L'écart entre les logements autorisés et les mises en chantier traduit les difficultés persistantes à mener à bien certains projets de construction.

Indice des prix à la consommation : En hausse ce trimestre

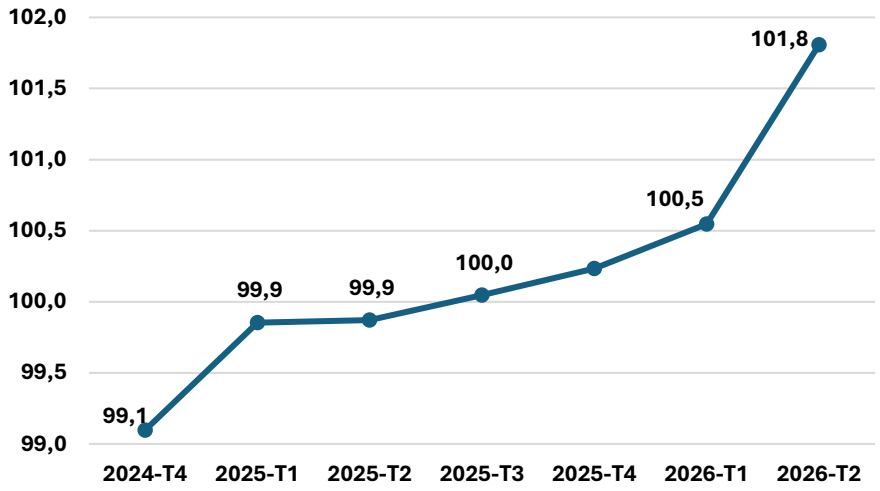


Figure 11 : Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation.
Source INSEE – Données CVS

Au 2ème trimestre 2026, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'établit à 101,8, soit une hausse de 1,3 point par rapport au trimestre précédent.

Cette variation s'explique notamment par la forte hausse de 17,1 % du prix de l'énergie.

Sur un an, l'IPC croît de 1,9 point traduisant une inflation tout de même présente en Guadeloupe.

Carburants : Recrudescence des prix du gazole et du sans-plomb

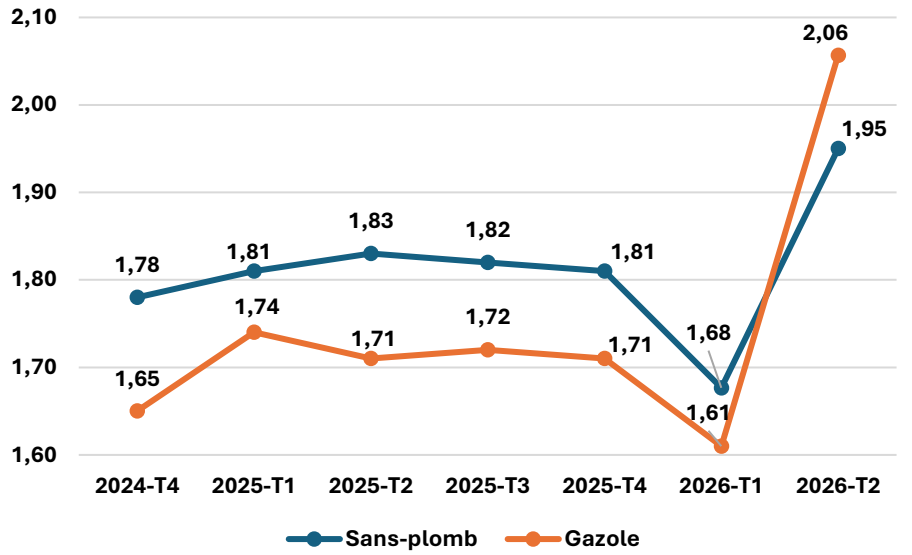


Figure 12 : Evolution du prix des carburants.
Source : Préfecture de Guadeloupe

Au 2ème trimestre 2026, les prix des carburants atteignent le plus haut point de toute la série :

- **Le prix du sans-plomb s'élève à 1,95 € le litre, soit une hausse de 16 % par rapport au 1er trimestre 2026 avec 1,68 € le litre.** Sur un an, le prix affiche également une augmentation de 6,6 %.
- **Le prix du gazole, de son côté, s'établit à 2,06 € le litre, en progression de 28 % par rapport au 1er trimestre 2026 avec 1,61 € le litre.** Ce dernier désormais dépasse ainsi le prix du sans-plomb. Ce tarif affiche également une hausse de 20,5 % sur un an puisqu'il s'élevait à 1,71 € le litre.

La recrudescence observée des prix des carburants résulte principalement des tensions au Moyen-Orient, qui ont contribué à l'augmentation du cours du baril de pétrole.

Taux d'occupation hôtelier : Une reprise timide après deux années de recul

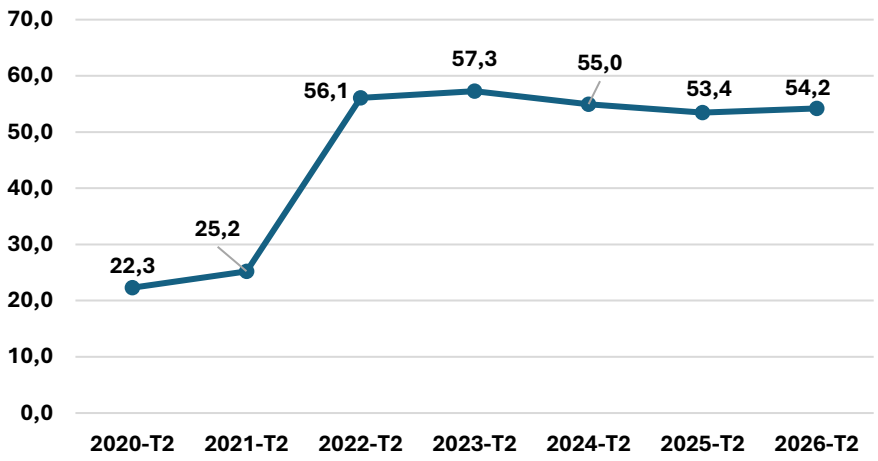


Figure 13 : Evolution du taux d'occupation hôtelier.
Source : INSEE – Données CVS

Au 2ème trimestre 2026, le taux d'occupation hôtelier croît de 0,8 point pour s'établir à 54,2 % contre 53,4 % un an plus tôt.

Selon l'Insee, la progression du taux d'occupation hôtelier s'explique principalement par une forte augmentation de la fréquentation touristique, portée par la clientèle française, dont le nombre de nuitées augmente de 22,2 % sur un an.

Trafic aérien : Contraction observée

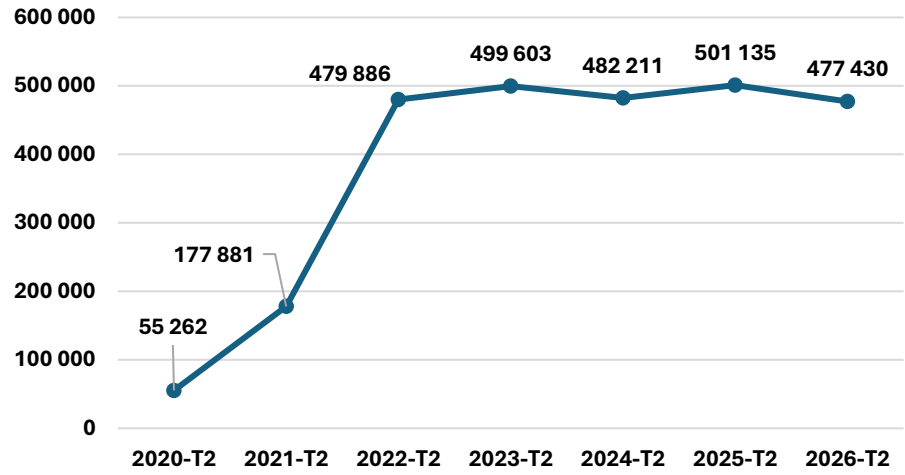


Figure 24 : Evolution trimestrielle du trafic aérien
Source : Aéroport de Guadeloupe- Maryse Condé

Au 2ème trimestre 2026, le nombre de passagers hors transit diminue de 4,7 % par rapport au 2ème trimestre 2025, en passant de 501 135 passagers à 477 430.

Ce fléchissement intervient dans un contexte marqué par :

- L'arrêt d'Air Antilles, qui a affecté les liaisons régionales vers les Îles du Nord et vers la Martinique-Guyane ;
- Et une conjoncture économique mondiale qui reste fragile, peu propice à une croissance durable du secteur, en plus de la forte hausse des prix du kérozène.

Crédits à l'investissement : Hausse du taux des crédits des équipements et baisse du taux de crédits immobiliers

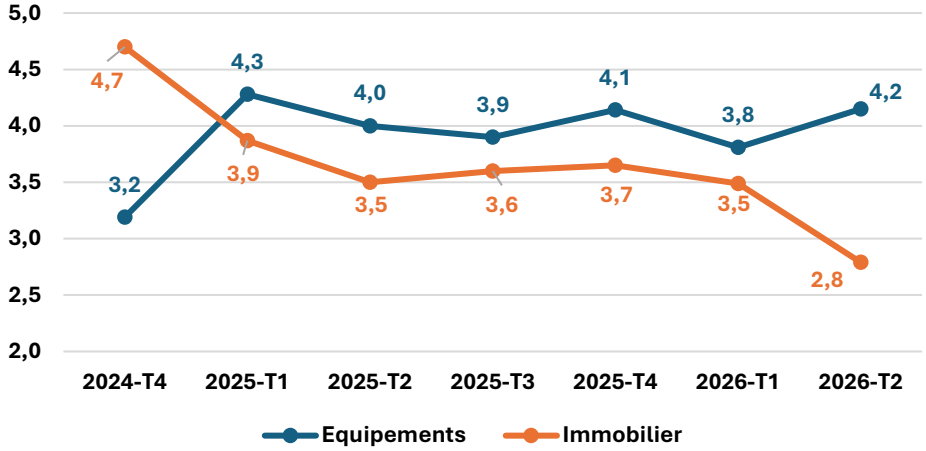


Figure 15 : Evolution trimestrielle des taux moyens de crédit à l'investissement.
Source : IEDOM

Au 2ème trimestre 2026, le taux des crédits des équipements repart à la hausse pour s'établir à 4,2 %, après une baisse observée lors du trimestre précédent, soit une croissance de 0,4 point sur 3 mois.

Cette évolution s'inscrit dans un contexte de resserrement des conditions monétaires, la BCE ayant relevé ses taux directeurs de 0,25 point en juin 2026, notamment en réponse aux nouvelles tensions inflationnistes liées à la hausse des prix de l'énergie.

Sur un an, ce taux affiche également une légère hausse de 0,2 point, puisqu'il s'élevait à 4,0 %.

S'agissant du taux des crédits immobiliers, celui-ci poursuit sa baisse pour atteindre 2,8 %, soit un recul de 0,7 point.

Sur un an, ce taux enregistre un repli identique à celui observé sur le trimestre.

Crédits de trésorerie : Baisse du taux moyen des découverts et légère augmentation du taux moyen des crédits de trésorerie à échéance

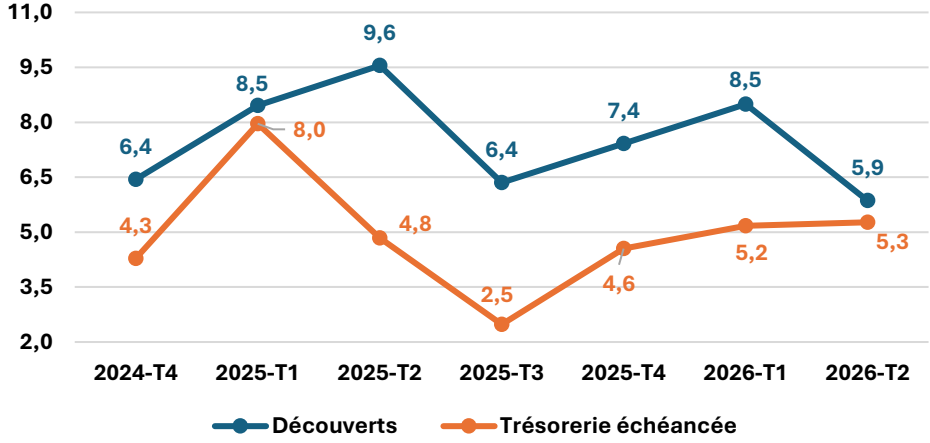


Figure 16 : Evolution trimestrielle des taux moyens de crédit de trésorerie.
Source : IEDOM

Les taux des crédits de trésorerie évoluent de manière divergente au 2ème trimestre 2026 :

- **Le taux moyen des découverts s'établit à 5,9 %, en régression de 2,6 points par rapport au 1er trimestre 2026 où il était de 8,5 %.**
  Sur un an, le taux est également en baisse de 3,6 points, puisqu'il était de 9,5 %.
- **Le taux moyen des crédits de trésorerie à échéance s'établit à 5,3 %, enregistrant une augmentation de 0,1 point par rapport au trimestre précédent avec 5,2 %.**
  Ce taux moyen est également en hausse de 0,5 point sur un an puisqu'il se positionnait à 4,8 %.

L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

Nos missions



L'Observatoire économique de la CCI IG réalise des travaux de suivi et d'analyse des dynamiques conjoncturelles et sectorielles en Guadeloupe.

Véritable outil d'aide à la prise de décision, l'Observatoire s'adresse aux entreprises, aux acteurs publics et à l'ensemble des parties prenantes du développement local.

Dans cette dynamique, l'Observatoire propose également à la vente des études sur mesure, conçues pour répondre aux besoins spécifiques des porteurs de projet et des entreprises souhaitant mieux connaître leur environnement économique, évaluer leur potentiel de développement ou appuyer leur stratégie.

Nos produits





Etudes du potentiel commercial

Etudes de marché

Contact :

publieco@guadeloupe.cci.fr
05 90 93 77 14

CCI ÎLES DE GUADELOUPE

1er ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL DE LA GUADELOUPE

2ème TRIMESTRE 2026

Octobre 2026

Directeur de publication :
M. Omer BABOULALL
Directeur Général

Coordination :
M. Jérémy PISTOL
Responsable des études économiques et de l'Observatoire économique

Rédaction :
M. Jordan VINCENT
Conseiller Technique Fichier Consulaire

Pour toutes vos demandes :
OBSERVATOIRE ECONOMIQUE
Tél : 0590 93 76 75 / 0590 93 77 14 – publieco@guadeloupe.cci.fr

***

Chambre de Commerce et d'Industrie des Iles de Guadeloupe
Rue Félix EBOUE
97159 POINTE-A-PITRE CEDEX
0590 93 76 00 - contact@guadeloupe.cci.fr
www.guadeloupe.cci.fr

***